



publié le 20 mars 2015

## Communiqué de Presse de Razy Hammad: Montreuil, Grand Paris Aménagement... Polémique stérile et démagogie ne sauraient être justifiés sous prétexte d'échéances électorales

**Recommander** **Partager** 11 personnes le recommandent.

A l'instar de nombreux montreuillois-e-s, c'est le 16 mars, sur le site internet de la ville que j'ai découvert, la déclaration pour le moins surprenante du Maire de la Ville de Montreuil, concernant une opération d'intérêt national (OIN), « pressentie » sur le territoire de la commune.

Avec emphase et effet de tribune, les formules sont fracassantes. « Nous n'abandonnerons pas nos territoires », est-il titré. On y évoque le fait que le Gouvernement pourrait « confisquer des terrains » (rien de moins) « sans concertation », « délivrer des permis de construire en lieu et place des Maires ».

La caricature dispute au ridicule de la manipulation lorsqu'il est fait état de « 140 hectares à livrer aux promoteurs pour un potentiel de construction estimé à 5000 logements ».

Enfin les auteurs exigent « une construction métropolitaine qui respecte nos territoires ».

Mais ils feraient bien de respecter eux-mêmes le débat, l'intelligence de nos concitoyens et le droit à pouvoir disposer, de la part de leur municipalité, d'une information juste, fondée et reposant sur des faits.

De projet d'opération d'Intérêt National (OIN), à Montreuil, il n'a jamais été question. L'information est fautive et se résume en définitive, à ce qui malheureusement ressemble en tout point à de la manipulation pré-électorale.

Fortement engagé sur ce sujet, auteur de l'amendement qui garantit le financement de la ligne 11 et du T1, militant pour une véritable métropole du Grand Paris qui joue pleinement son rôle afin de conquérir une véritable solidarité entre les territoires, je ne peux rester silencieux.

Le 13 octobre 2014, un comité interministériel s'est en effet tenu et a abordé l'enjeu de l'aménagement du Grand Paris du fait notamment du plan historique de financement des transports et du plan de mobilisation pour le logement. A l'issue de ce comité, deux décisions ont été prises:

- La première concerne l'évolution et la transformation de l'AFTRP – l'agence foncière et technique de la région parisienne – afin qu'elle devienne Grand Paris Aménagement.

- La seconde initiative, installe des groupes de travail qui rassemblent l'ensemble des collectivités afin d'identifier les territoires à potentiel. Et c'est notamment sur l'une de ces cartes exhumée par la droite et M. Devedjian qui ne souhaite surtout pas de logement social dans les Hauts-de-Seine, que la déclaration se fonde afin de justifier de fausses annonces.

Sauf qu'en aucun cas, Montreuil, y compris dans les groupes de travail, n'est évoquée pour accueillir quelque OIN que ce soit.

Les territoires potentiellement visés à ce stade doivent cumuler nombre de critères qui ne correspondent en rien à la situation de notre territoire.

Les surfaces foncières doivent être considérables, d'un seul tenant et cumulant à la fois des difficultés financières et techniques d'aménagement à l'instar des 200 Ha du site de PSA à Aulnay, ou bien encore des 500 Ha, au abords de Juvisy adossés à de nombreux projets d'infrastructures. De plus les collectivités doivent être partenaires et à l'initiative, et c'est pour cette raison que la semaine dernière une réunion s'est tenue avec les élus concernés d'Est Ensemble dans le cadre des aménagements aux abords du canal de l'Ourcq. La puissance publique est ici en soutien financier et technique.

Montreuil, est d'ailleurs visée dans le cadre de l'arrivée du T1 comme pouvant bénéficier d'une aide de l'Etat « pour accompagner la dynamique de travail ».

Pour ma part, et cela ne concerne en rien l'est parisien et la Seine-Saint-Denis, déjà fortement dotée en logement social, je plaiderai pour que l'Etat au travers des OIN prenne toutes ses responsabilités pour que des territoires de l'ouest parisien se voient dans l'obligation de construire du logement social afin de rééquilibrer le développement de la métropole et répondre ainsi au déficit de logement.

Je me suis toujours mis à disposition des maires de notre circonscription afin de faire avancer dans le cadre de l'intérêt général les dossiers de nos villes et le cadre de vie de nos concitoyennes et concitoyens.

Je continuerai à le faire avec force et détermination dans le cadre d'un débat transparent, honnête et sans manipulations.

Les sujets de mobilisation légitime et justifiée sont nombreux et méritent à la fois notre union et le rassemblement de nos compétences, à l'instar des murs à pêche et de la problématique de la Gare de triage. Il y a suffisamment à faire ensemble dans l'intérêt de nos concitoyennes et de nos concitoyens pour ne pas atteindre nos capacités et notre crédibilité vis-à-vis de nos partenaires au travers de polémiques inutiles et de confrontations stériles.

La veille des élections n'excuse pas tout...